



Première organisation syndicale du Pas-de-Calais

**Syndicat Force Ouvrière des Finances Publiques**  
**Section locale FO DGFIP 62**  
**DDFiP du Pas-de-Calais**  
**5 rue du Docteur Brassart**  
**BP 30015 – 62034 ARRAS CEDEX**  
**\*\*\*\*\***

**☎ 06 04 40 51 41**

@ : fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 **site web** : [www.fo-dgfip-sd.fr/062/](http://www.fo-dgfip-sd.fr/062/)

« Si celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

## CTL du 4 avril 2019 : Propos liminaires

Gérald DARMANIN a effectué la semaine dernière une escapade de 3 jours dans le Limousin sur le thème des services publics en milieu rural. Durant sa tournée, il a prétendu, sans rire et face aux élus, augmenter la présence des services publics dans les territoires.

Pour réaliser ce tour de force et réparer la fracture territoriale et numérique, Gérald DARMANIN, pilote du démantèlement accéléré de la DGFIP, préconise le zéro réseau. Pour obtenir des informations, être conseillé, accompagné dans leurs démarches, les usagers se rendront dans une maison de service au public (MSAP).

Un plat que l'on connaît bien et qui change de dénomination au gré des groupes de réflexion et autres comités "action publique" dont s'inspirent les gouvernements successifs : maison d'État, maison des services, relais des services publics, MSAP. Un plat qui risque de devenir indigeste à force d'être réchauffé.

On supprime les hôpitaux, tribunaux, CAF, Sécurité Sociale, Centre des Finances publiques pour les remplacer par une station informatique connectée, un employé multitâche mis à disposition et vogue la galère. Les MSAP ne peuvent en aucun cas remplacer des services publics de plein exercice et de proximité. Le projet de Monsieur DARMANIN n'est pas d'augmenter la présence des services publics en zone rurale, mais de transférer, d'abandonner rapidement nos missions et donc de diminuer le service public.

Entre deux interventions, le ministre pousse la désinformation jusqu'à prétendre que la DGFIP aurait délaissé le conseil aux collectivités. Encore une fois, quel mépris pour les comptables publics et pour les agents des finances exerçant leurs missions en secteur public local !! Peut-on ignorer, lorsque l'on est ministre des comptes publics, que la DGFIP apporte toute son expertise au quotidien en matière de conseil financier, fiscal, budgétaire aux collectivités locales ?

Certes la fermeture de centres des finances publiques devenus exsangues à force de suppressions d'emplois ne facilite pas le travail des agents. Mais n'y avez vous pas organisé la pénurie des personnels ?

Néanmoins, n'en déplaise au ministre, notre administration a toujours été l'interlocutrice privilégiée des collectivités. Elle n'a eu de cesse d'améliorer la performance et la qualité du service rendu à ses partenaires locaux ; d'innover et de s'adapter aux besoins différenciés des collectivités.

**Rejoignez FORCE OUVRIÈRE – Le syndicat qui reste un syndicat**  
**1<sup>ère</sup> Organisation Syndicale dans la Fonction Publique d'État**  
**1<sup>ère</sup> Organisation Syndicale à la DDFiP du Pas-de-Calais**

Depuis une quinzaine d'années, la DGFIP a même renforcé et modernisé son partenariat avec les décideurs publics locaux en s'engageant contractuellement à leurs côtés.

Voici d'ailleurs quelques morceaux choisis des interventions du Ministre Dar(K)manin (le Populaire du Centre du 20/03) et nos commentaires :

Menteur M. Darmanin quand vous dites vouloir «réimplanter des services publics dans les territoires ruraux, en inventant un nouveau modèle d'accueils de proximité».

Donc supprimer toutes les trésoreries, regrouper les SIP et les SIE, remplacer ces services par des permanences occasionnelles en mairie ou MSAP c'est réimplanter du service public...

Menteur M. Darmanin quand vous prétendez « proposer, pas imposer » et vouloir engager la concertation « avec les élus, les syndicats, les agents publics ».

Donc les élus et les agents pourront refuser et garder leurs trésoreries, SIP, SIE, PCR, PCE, etc. s'ils le souhaitent...

Menteur M. Darmanin quand vous affirmez que « que, dans les services publics, les Français cherchent avant tout de l'humain, pas des murs. »

C'est pour ça que la DGFIP a perdu 40 000 emplois et risques encore d'en perdre 20 000 !  
C'est pour ça que l'accueil est sacrifié au profit du tout internet !

Menteur M. Darmanin quand vous dites qu « il faut que les agents soient au service des élus locaux pour les aider sur leurs budgets, et au service des contribuables pour leurs démarches administratives. »

Et jusqu'ici, on faisait quoi dans les services de la DGFIP ? On peignait la girafe ??? Pour mieux remplir ces missions, il faut donc supprimer les trésoreries et regrouper les SIP et SIE ...

Menteur M. Darmanin quand vous voulez « augmenter le nombre de lieux publics dédiés à cela».  
Non ! Une permanence une demi-journée par semaine, quinzaine ou moi ne remplacera jamais un service public de plein exercice avec des agents formés !

Menteur M. Darmanin quand vous allez « dire à chaque commune de chaque communauté de commune que [vous] mettr[ez] à leur disposition un agent des Finances publiques, qui viendra les renseigner et les accompagner. On a trop laissé de côté le conseil aux collectivités locales. »

Ca existe déjà, ça s'appelle un trésorier...pour mémoire, en juillet 2018 à Meung sur Loire, Dark Manin avait dit : « pour être comptable, il faut un con, une table et c'est l'État qui fournit la chaise ». Et il y a toute une équipe avec un trésorier...!

Menteur M. Darmanin quand vous pensez que « La présence pourrait aussi se faire via la demande de rendez-vous, ce qui ne se fait pas aujourd'hui. »

Ou alors il ne sait pas que ça se fait à la DGFIP...dans ses propres services...bravo !

Menteur M. Darmanin quand vous prétendez que « La discussion qu'il faut que l'on ait c'est « quel niveau de service public veut-on avoir ? »

Cela fait plus de 10 ans que FO exige d'avoir ce débat...et avec Dark Manin il n'a toujours pas commencé...

Menteur M. Darmanin quand vous dites « Moins de fonctionnaires de circulaire et plus de fonctionnaires de guichet c'est exactement ce que je veux faire. »

A la lecture des commentaires précédents, pas besoin d'en rajouter...

**Voilà comment ça se traduit en Corrèze  
(après le passage de Dark Manin)**

- Fermeture des 22 trésoreries remplacées par 5 grosses structures « services de gestion comptable » avec à leur tête un comptable
  - Les hôpitaux seraient gérés par l'entité de Tulle, sauf celui de Brive qui remplit les conditions pour avoir sa propre agence comptable et resterait donc, pour l'instant, géré à Brive. Les EHPAD resteraient dépendantes des services de gestion comptable dont elles dépendraient géographiquement, mais un service de soutien départemental serait mis en place.
  - Création de 9 conseillers SPL non comptables, un par EPCI.
  - Pour la partie fiscale il resterait un seul SIE à Brive, la fusion des SPF reprend son cours, les 3 SIP seraient provisoirement maintenus, quant au reste, cadastre, PRS.... Pas un mot.
  - Mise en place de permanences dans 15 MSAP ( correspondant à toutes les trésoreries fermées au cours des 15 dernières années...).
- C'est donc bien la chronique d'une mort annoncée !

Dans ce contexte, vous venez de communiquer aux chefs de service le cahier des charges que vous a remis le Directeur Général et qui s'intitule « *Bâtir un nouveau réseau* », architecture, qui pour faire court et comme en Corrèze, ne vise à laisser subsister que quelques points de contact dans les territoires et des modes d'organisation industrielle du secteur public local. Le nombre réduit de back-offices couplés avec l'expérimentation des agences comptables et de l'intelligence artificielle vont dans ce sens.

Quant aux SIP et SIE, ils subiraient le même sort en matière de regroupement, et les SPF continueraient d'être resserrés des 2/3 sur la base d'un plan pluriannuel. Des super

structures seront constituées avec 50 ETP. Elles seront toujours plus éloignées des usagers et les conditions de travail des agents se dégraderont encore.

**Plutôt que de bâtir un nouveau réseau,  
c'est bien un chantier de démolition qui se profile !**

Une fois de plus, et au-delà des beaux discours, la technostructure n'entend rien ou ne veut pas entendre l'expression des citoyens qui se sentent abandonnés par l'État dans les territoires. Sur ce point, il est inacceptable que les personnels et leurs représentants ne soient pas informés, des projets de leur DDFiP dans un premier temps et ensuite des projets du DG. La présentation des projets permettrait d'intégrer les positions et non pas les propositions, des personnels et des organisations syndicales. À cet égard les agents de la DGFIP ne doivent en aucun cas rester de simples témoins de la destruction de leur administration. Nous ne sommes pas des sujets, mais des citoyens.

Peut-on vous laisser bouleverser nos conditions de travail, nos projets de vie, l'avenir de nos enfants, l'existence même du Service Public sans mot dire ?

**NON !**

À l'heure où nos gouvernants souhaitent faire de la France un gigantesque abattoir des services public, chacun à notre niveau, nous devons lutter contre cet ultra-libéralisme qui veut encore et toujours vivre de l'exploitation du travail humain et de nos richesses naturelles.

**Monsieur le Directeur nous n'irons pas à l'abattoir la tête baissée !**

**Les personnels de la DDFiP du Pas-de-Calais restent et resteront mobilisés  
pour éviter la mise en œuvre du démantèlement de leur administration !**

**Les élus FO DGFIP62 :**

**Titulaires**

Jacques REGNIER, Justine KORKUT, Michaël MILLOT et Laurence DIDAUX

**Suppléants**

Gautier LEDOUX, Valérie CADET, Coralie VINCENT

**Experte**

Sabrina CASTILLE

**Rejoignez FORCE OUVRIÈRE – Le syndicat qui reste un syndicat**  
**1<sup>ère</sup> Organisation Syndicale dans la Fonction Publique d'État**  
**1<sup>ère</sup> Organisation Syndicale à la DDFiP du Pas-de-Calais**